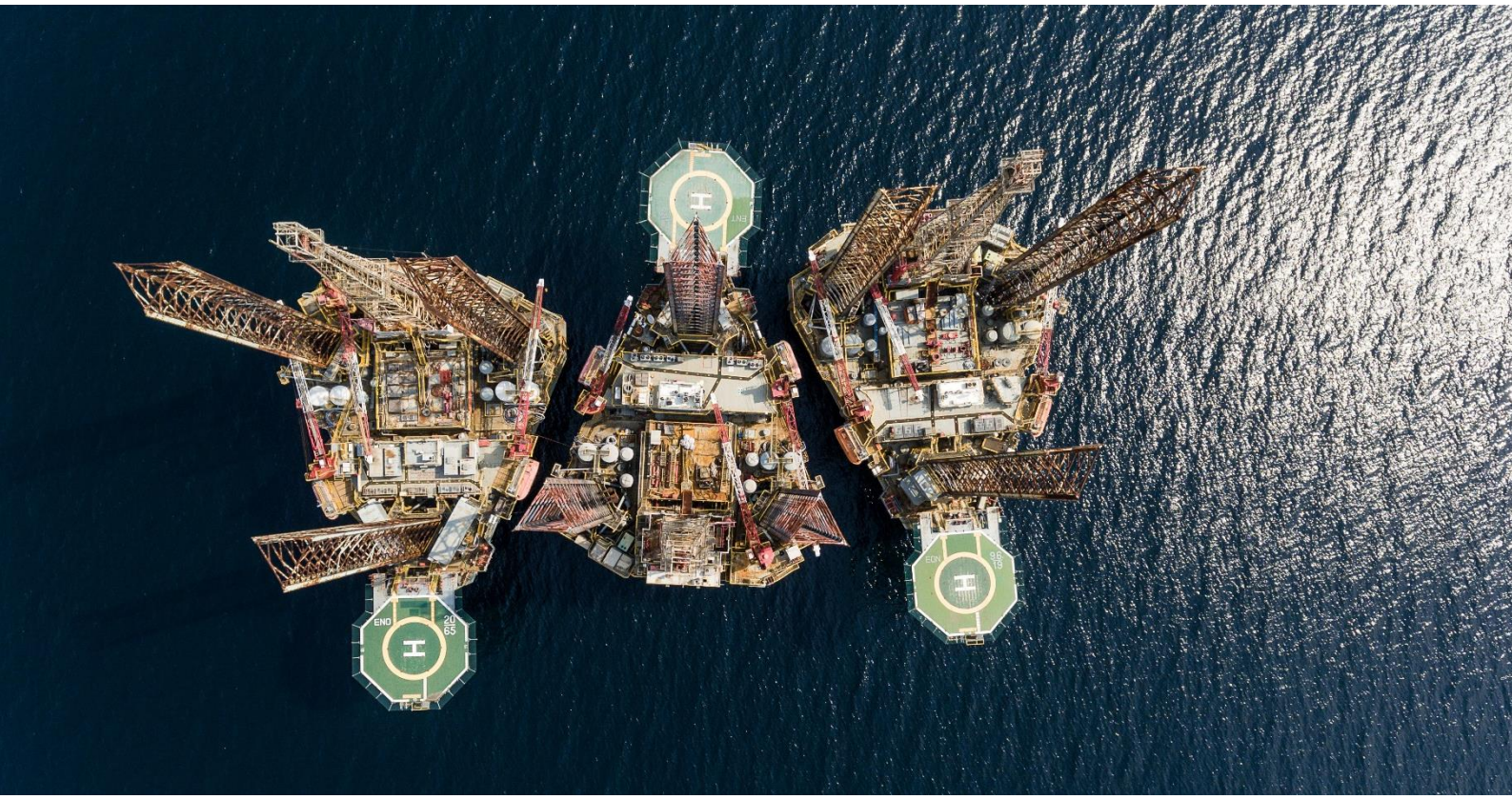
IDEV
Independent Development Evaluation
Évaluation indépendante du développement

NOTE DE VALIDATION DE LA REVUE À MI-PARCOURS DU DSP DE GUINEE ÉQUATORIALE 2018-2022



Décembre, 2022

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Remerciements

Chef de projet	**Bilal Bagayoko,** Chargé d'évaluation, IDEV.2
Pair évaluateur externe	**Mohamed Hedi Manai**, Consultant
Groupe de référence interne de la Banque	**Racine Kane**, Consultant, RDGC ; **Moustapha Doukouré**, Chargé de gouvernance, ECGF
Chargées de la gestion des connaissances et de la communication	**Jacqueline Nyagahima,** Chargée principale de la gestion des connaissances et **Foteh Youssouf,** Consultante junior en gestion des connaissances et communication, IDEV.3
Remerciements spéciaux	**Serge Nguessan,** Directeur général, RDGC; **Solomane Koné**, Directeur général adjoint, RDGC; **Maria-José Moreno-Ruiz**, Économiste-pays, RDGC
Chef de division	**Madhusoodhanan Mampuzhasseril**, IDEV.2
Évaluatrice générale	**Karen Rot-Münstermann**

Table des Matières

1. OBJECTIFS DE LA VALIDATION, MÉTHODOLOGIE 1
   1.1. Introduction 1
   1.2. Objectif de la validation 1
   1.3. Questions d'évaluation 1
   1.4. Méthodologie et portée 2
   1.5. Limitation de la Validation 2
2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE D'ASSISTANCE DE LA BANQUE
   2.1. Prédominance du pétrole sur les autres secteurs 2
   2.2. Situation des finances publiques 3
   2.3. Orientations stratégiques du DSP 2018-2022 3
   2.4. Nécessité d'une diversification économique 3
   2.5. Situation du portefeuille 4
   2.6. État d'exécution du Plan d'amélioration de la performance du portefeuille (PAPP) 2017-2018 4
3. VALIDATION OF DES RÉSULTATS DE LA REVUE À MI-PARCOURS DU DSP
   3.1. Pertinence 4
   3.2. Cohérence 6
   3.3. Efficacité: Validation des résultats du DSP à mi-parcours 6
   3.4. Contribution à l'atteinte des objectifs du Programme du Gouvernement 6
   3.5. Efficience: Respect des délais 10
   3.6. Durabilité des résultats 11
   3.7. Aspects intersectoriels 11
4. PERFORMANCE DE LA BANQUE 12
   4.1. Gestion de la mise en œuvre du programme 12
5. SYNTHÈSE DE LA PERFORMANCE DU DSP LORS DE LA REVUE À MI-PARCOURS 13
   5.1. Évaluation générale 13
6. STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE DU DSP 14
   6.1. Maintien des piliers du DSP 14
7. ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE LA RMP DU DSP 15
8. CONCLUSIONS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS 15
   8.1. Conclusions 15
   8.2. Les principaux enseignements tirés 15
   8.3. Enseignements additionnels de la validation 16

ANNEXES 17

RÉFÉRENCES..... 23

Abbréviations et Acronymes

BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
BIT	Bureau international du travail
BIsD	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
CAD	Comité d'aide au développement
CMR	Cadre de mesure des résultats
CCNUCC	Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique
DSP	Document de stratégie-pays
EER	Rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats
FAT	Fonds d'assistance technique
FAT/PRI	Fonds d'assistance technique aux pays à revenu intermédiaire
FMI	Fonds monétaire international
IDEV	Évaluation Indépendante du développement
NU	Nations unies
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
PIB	Produit intérieur brut
PAGFP	Programme d'appui à la gestion des finances publiques
PAMFP	Projet d'appui à la modernisation des finances publiques
PAPP	Plan d'amélioration de la performance du portefeuille pays
PASPA	Projet d'appui au développement des chaines de valeurs dans le secteur pêche
PME-PMI	Petites et moyennes entreprise, petites et moyennes industries
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PPP	Partenariat public privé
RGE	République de Guinée Équatoriale
RMP	Revue à mi-parcours
RMPDSP	Revue à mi-parcours du DSP
S&E	Suivi et évaluation
STA	Département des statistiques
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UC	Unité de compte
UGP	Unité de gestion de projet
USAID	Agence américaine de développement international

Stratégie et programme pays : Informations de base

A. Données de base du DSP SP data			
Axe stratégique : l'objectif d'appuyer le Gouvernement de la Guinée équatoriale dans sa stratégie de diversification de son économie par une transformation structurelle			
Pilier 1:	**Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie**		
Pilier 2:	**Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques**		
Pays:	**Guinée équatoriale**		
Jalons pour le traitement	**Principaux domaines d'intervention**	**Validité des axes stratégiques**	
Revue à mi-parcours : Rapport combiné de Revue à mi-parcours du DSP 2018-2022 et de Revue de la performance du portefeuille pays, Novembre 2021, ADB/BD/WP/2021/207/Approuvé	- Agriculture - Soutien à la gouvernance	**Total actif des engagements : 68,3 Millions d'UC**	
Extension du cycle du DSP :	Non		
Date effective de soumission :	Novembre 2021		
B. Allocations des resources			
Source/ instrument de financement	**Montant approuvé :**	**Montant décaissé :**	**Taux de décaissement en Août 2022 :**
Total des prêts :	68,3 millions d'UC	4,6 millions d'UC	**7,2%**
Dons :	0,8 million d'UC	0,8 million d'UC	**62,6%**
Prises de participation :			
Assistance technique :	N/A		
Travail de connaissance (Nombre total, domaine d'intervention) :	(i) Appui au renforcement des capacités de la Chambre de Commerce, (ii) la Mise en place d'un mécanisme d'appui aux PME-PMI, (iii) la Faisabilité sur le développement des PME-PMI. Finalisation en cours d'une étude sur les simulations d'impacts de la COVID-19.	N/D	
Autres (par ex. Les co-bailleurs de fonds, nombre total et domaine d'intervention) :	Banque Mondiale, Système des NU, FMI, USAID, France, Espagne, Portugal, Brésil, Chine. Domaines d'intervention : gouvernance, finances publiques, statistiques, pêche, santé, éducation, langue.	N/D	

C. Personnel responsable au niveau de la Banque		
Poste	**À l'approbation**	**À la RMP du DSP**
Directeur régional	Ousmane Doré	**M. Serge N'guessan**
Chef de bureau pays	Racine Kane	**M. Solomane Koné**
Économiste pays	Hervé Lohoues	**M. Hervé Lohoues**
Chargé de programme pays	Rim Trabelsi	**Mme Rim Trabelsi**
Chef de l'équipe de la RMP du DSP	Racine Kane	**M. Racine Kane**
Membres de l'équipe de la RMP du DSP	Équipe pays pour la Guinée équatoriale	**Équipe pays pour la Guinée équatoriale**
D. Informations relatives au rapport		
Date de validation: 08 Septembre 2022		
Mission de validation:	Examen documentaire et Entretiens	**Juillet/Août 2022**
Date de la Note de validation du DSP: Décembre 2022		

1. OBJECTIFS DE LA VALIDATION, MÉTHODOLOGIE

1.1. Introduction

Dans le cadre de son programme de travail 2019-2021, IDEV a entrepris une validation indépendante de la Revue à mi-parcours du Document de stratégie pays (DSP 2018-2022) pour la Guinée équatoriale[1]. Cette validation vise à fournir un avis objectif sur les appréciations et les jugements effectués par la RMP, à contribuer à l'élaboration du rapport d'achèvement du DSP et aider les responsables dans la prise de décision quant aux choix et orientations futurs dans le cadre du nouveau DSP du pays.

1.2. Objectif de la validation

La présente Note de Validation de la Revue à Mi-parcours (RMP) du DSP 2018-2022 de la Guinée équatoriale a pour objectif d'examiner la conformité de la revue à mi-parcours avec les normes et directives de la Banque en la matière. Il s'agit aussi de fournir une appréciation de la qualité de la revue à mi-parcours, et de s'assurer que les résultats , les conclusions et recommandations soient objectifs, crédibles, pertinents et donc, fondés sur des moyens de preuves. Cette Validation inclut un examen des performances réalisées à mi-parcours pour la mise en œuvre du programme du DSP basé sur des critères objectifs d'évaluation indépendante tels que retenus par l'OCDE. La présente Note de validation permet donc d'éclairer les responsables-pays sur la qualité de la revue à mi-parcours du DSP du pays.

1.3. Questions d'évaluation

Les principales questions auxquelles la présente Note se propose de répondre sont :

- Évaluation de la qualité globale de l'examen de la revue à mi-parcours du cadre de résultats du DSP : apprécier la cohérence avec les objectifs du DSP et le cadre de résultats et dans quelle mesure les indicateurs retenus par la revue à mi-parcours étaient appropriés et mesurables permettant de ressortir les résultats ?

- Dans quelle mesure la revue à mi-parcours a mis l'accent aussi bien sur la réalisation des objectifs de développement à mi-parcours que sur les actions à mener pour l'achèvement du programme ?

- Examiner dans quelle mesure la revue à mi-parcours a permis de cerner l'adéquation de la conception et de la mise en œuvre du programme de la Banque aux objectifs de développement du pays ?

- Examiner dans quelle mesure la revue à mi-parcours a permis d'établir l'adéquation de la contribution de la Banque dans la prise en compte des thèmes fiduciaires et transversaux en fonction de leur applicabilité ou de leur pertinence dans l'appréciation de la performance globale des programmes ?

- Apprécier la qualité des conclusions et enseignements de la revue à mi-parcours fournis dans la RMP du DSP et

[1] ADB/BD/WP/2021/207/Approuvé

- Discuter des questions soulevées quant aux divergences de jugement de la mission de validation ou des désaccords dans l'appréciation des performances, sources de leçons pertinentes pour la préparation du rapport d'achèvement du DSP et des stratégies futures de la Banque ?

1.4. Méthodologie et portée

La validation de la revue à mi-parcours du DSP de la Guinée Équatoriale s'est basée sur une revue documentaire et des entretiens avec des responsables du programme et du pays et une triangulation des moyens de preuves avancés par la RMP. Cette validation est faite en utilisant les critères internationaux d'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité) comme base de la validation (Voir en Annexe 1).

La présente Note de validation émet un avis indépendant sur les résultats et les appréciations de la revue à mi-parcours, des moyens de preuves utilisés pour tirer les conclusions et faire les recommandations, ainsi que sur leur objectivité et crédibilité et ce, à partir d'autres preuves disponibles tirées à partir des documents du programme et d'autres sources documentaires, sur une base de triangulation des sources. L'exercice de validation de la revue à mi-parcours du DSP émet, donc, un avis sur la qualité, la cohérence et l'objectivité des principales conclusions, enseignements et recommandations de la RMP par rapport aux résultats obtenus à mi-parcours des objectifs du DSP.

1.5. Limitation de la Validation

Les limites de l'exercice de Validation de la RMP du DSP concernent essentiellement les limites résultant de la revue documentaire sur laquelle elle s'est appuyée. La mission s'est efforcée de trianguler les informations et données par la recherche d'autres sources d'informations auprès des partenaires et des revues internes et externes publiées ainsi que des entretiens avec des responsables de programme.

Le projet de Note de validation a été passé en revue par un évaluateur-pair indépendant externe, un évaluateur-pair d'IDEV, l'équipe-pays et la RDGC. Les diverses suggestions formulées en vue de son amélioration sont présentées dans la présente Note.

2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE D'ASSISTANCE DE LA BANQUE

2.1. Prédominance du pétrole sur les autres secteurs

L'économie de la RGE est caractérisée par la prédominance des hydrocarbures, bien qu'en baisse relative et absolue dans le produit Intérieur Brut (PIB) depuis 2017. Les données sur les perspectives économiques du pays[2] indiquent que la part des secteurs hors-hydrocarbures dans le PIB est dans une tendance haussière. Alors que l'année 2021 devait connaître un retour à la croissance, celle-ci aura finalement été marquée par un ralentissement de l'économie dû aux mesures sanitaires strictes, à la fermeture des frontières. La croissance du PIB avait reculé de -0,9 % pour ensuite atteindre 5,5% en 2022 selon les estimations du Département des statistiques de la BAD. Cette croissance ne serait vraisemblablement pas pérenne, les années suivantes devraient connaître un retour de la récession du fait de la baisse tendancielle de la production pétrolière[3].

2 https://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/equatorial-guinea/equatorial-guinea-economic-outlook
3 Indicateurs et Conjoncture, Direction du Trésor de France, Septembre 2022

2.2. Situation des finances publiques

Dans la poursuite de ses efforts de consolidation des finances publiques, la RGE a validé avec le FMI en décembre 2019 la requête d'un programme triennal adossé à un Mécanisme Elargi de Crédit d'un montant de 260 millions de dollars américains. La situation des finances publiques se trouve actuellement à une embellie économique. Compte tenu des prix élevés du pétrole, le solde budgétaire serait en excédent de 3,5% du PIB en 2022, et bien que son niveau reste relativement stable en niveau, la dette publique serait en recul**,** à 28 % du PIB (contre 40 % en 2021), au regard de l'effet dénominateur d'un PIB largement dépendant des cours du pétrole selon les prévisions de la Direction du Trésor de France.

2.3. Orientations stratégiques du DSP 2018-2022

Selon la RMP, l'orientation stratégique du DSP 2018-2022 est conçue pour appuyer le Gouvernement de Guinée équatoriale dans sa recherche d'une diversification économique réussie par une rupture du paradoxe de la croissance et de la pauvreté. Les opérations approuvées dans le cadre du DSP en cours ont été financées par des ressources du Guichet BAD. Comme pays éligible au guichet BAD, l'allocation de la RGE est déterminée par les directives de la Banque relatives aux « Montants de prêts de référence », autrement connu sous le terme « headroom »[4]. Ces montants donnent un cadre général d'engagement maximum de la Banque et sont indicatifs - ils peuvent évoluer en fonction du profil de risque du pays et des ressources de la Banque.

La stratégie de la Banque en Guinée équatoriale pour la période 2018-22 est alignée sur les axes du PNDES[5] et le Top 5 de la BAD. Afin de créer les conditions d'une croissance inclusive, durable et créatrice d'emplois, le DSP comporte deux piliers, à savoir : (1) Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie (correspondant aux priorités de la Banque « Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique et Améliorer les conditions de vie des populations ») ; (2) renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques (aligné sur la priorité de la Banque « Améliorer les conditions de vie de la population »).

2.4. Nécessité d'une diversification économique

La diversification économique reste un objectif important pour la croissance et la stabilité économique du pays à moyen et long terme. Avec l'appui de BAD, la Guinée équatoriale a entrepris la phase de l'émergence qui vise une diversification économique capable d'assurer une croissance durable à long terme. Ce processus de diversification économique correspond à la deuxième phase du « Plan national de développement économique et social pour l'émergence de la Guinée équatoriale à l'horizon 2020 ». Cette diversification se concentrera sur les secteurs suivants : l'agriculture, la pêche industrielle, les transports maritimes et l'électricité.

Les secteurs importants qui ont stimulé la diversification économique incluent notamment ceux de la construction, de l'agriculture, de la forêt, de la pêche et du commerce. La progression de la part « hors hydrocarbures » dans le PIB est également expliquée par le repli des cours du pétrole et le recul de la production de la RGE au cours de ces 5 dernières années. La Guinée équatoriale étant bien positionnée sur le critère de production pétrolière par tête d'habitant, ceci semble démontrer qu'elle a encore, au plan des ressources générées par le pétrole, les meilleurs atouts pour construire une économie post pétrolière prospère. Il s'agit d'accélérer la mise en place des réformes nécessaires pour insérer la Guinée équatoriale dans une stratégie de diversification réussie.

[4] Le Head room est une enveloppe dynamique du Guichet BAD servant à financer les projets des secteurs public et privé.

[5] Programme national de développement économique et social en vigueur en Guinée Équatoriale

2.5. État du portefeuille

Le portefeuille de la Banque a été sélectif, compte tenu du contexte national. Les interventions au titre du pilier 1 ont consisté essentiellement en un prêt dans le secteur de l'agriculture par le développement de chaines de valeurs de la pêche. L'intervention au titre du pilier 2 est axée sur la gouvernance à travers la modernisation des finances publiques (interconnexion des directions en charge du budget, du trésor et des impôts).

Jusqu'à la fin de l'année 2022, le pays compte trois projets actifs dans son portefeuille dont un seul n'avait pas subi de décaissement en date du mois d'août 2022.

2.6. État d'exécution du Plan d'amélioration de la performance du portefeuille (PAPP) 2017-2018

Le PAPP 2017-2018 prévoyait au total 20 actions prioritaires parmi lesquelles 13 ont été entièrement réalisées, deux partiellement réalisées et 5 non réalisées. Les recommandations qui n'ont pas été réalisées concernent : (i) l'utilisation des dons PRI pour la préparation de projet et (ii) l'organisation des formations du personnel des projets en passation des marchés, en gestion financière et en décaissement. Une 3ème recommandation relative à l'utilisation à la mise en place de système de gestion financière et comptable n'a pas été remplie. Enfin, la dernière recommandation qui n'a pas été mise en œuvre concerne les visites des CEP et Directions de rattachement des projets auprès du bureau extérieur et/ou le Siège de la Banque.

En conclusion, il ressort de l'analyse des résultats de la mise en œuvre du DSP à mi-parcours, tant au plan opérationnel que stratégique, que la pertinence des piliers du DSP au regard des contraintes de développement économique et social auxquelles le pays est confronté, demeure valide. Tout en proposant le maintien des deux piliers du DSP, la RMP du DSP 2018-2022 a montré que les principales contraintes à l'exécution de la stratégie de la Banque en Guinée équatoriale sont le niveau insuffisant de la mise en œuvre des réformes et la capacité d'endettement limité du pays au cours des deux dernières années. La Note de validation appuie le constat du fait de l'impact et des effets de la pandémie.

3. VALIDATION OF DES RÉSULTATS DE LA REVUE À MI-PARCOURS DU DSP

Dans quelle mesure le programme a contribué aux objectifs définis dans les domaines identifiés comme essentiels pour parvenir aux buts stratégiques et les pérenniser, y compris une analyse plus approfondie de la sélectivité et de l'alignement sur les besoins spécifiques du pays.

3.1. Pertinence

Le DSP 2018-2022 de la Banque a ciblé des besoins essentiels, en phase avec la stratégie de développement de la Guinée équatoriale. Mais comme seulement deux opérations sur six prévues ont pu être approuvées. On peut bien se demander si la BAD a suffisamment pu adapter sa stratégie aux contraintes du pays. Toutefois, la stratégie cadre encore avec les objectifs stratégiques spécifiques de la Banque et reflète toujours les avantages comparatifs de celle-ci. Elle a ciblé les principaux besoins de la RGE, qui sont clairement énoncés dans la politique gouvernementale et les documents de planification.

Le DSP 2018-2022 a axé les ressources disponibles sur deux piliers : 1) Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie ; et 2) Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques. Ces piliers restent encore pertinents pour les besoins en développement de la RGE tels qu'énoncés dans leur Plan national de développement économique et social (PNDES) dont l'agenda s'inscrit dans une diversification des sources de la croissance du pays. Les deux piliers sont demeurés pertinents tout au long de la période de mise en œuvre du DSP.

L'accent mis par la Banque sur l'investissement en matière de diversification économique dans le cadre du pilier relatif à l'agriculture est pertinent quant aux besoins de la Guinée équatoriale. L'accent mis sur le développement des chaînes de valeurs de la pêche permettrait de développer les infrastructures et moyens de pêche et une résorption des inégalités sociales dans le pays. Ce secteur pourra être porteur dans la mesure où toutes les opportunités seront offertes pour insuffler un dynamisme en amont et en aval de la chaîne de production.

L'appui de la Banque en matière de gouvernance vient en soutien aux objectifs de la politique de la Guinée équatoriale de mettre en place un État stratège et une administration moderne. Le soutien apporté au secteur de la gouvernance à travers le projet d'appui à la modernisation des finances publiques s'inscrit dans la ligne de la Banque et de ses priorités stratégiques. Les priorités de la Banque sont énoncées dans sa Politique en matière de gouvernance. L'appui de la Banque vise essentiellement à soutenir les réformes clés suivantes à savoir: (i) modernisation du cadre réglementaire de gestion des finances publiques afin d'orienter l'Etat vers la performance et les résultats ; (ii) informatisation et interconnexion les régies financières et les autres administrations économiques et financières afin de renforcer la rigueur et l'efficience dans la gestion des ressources ; et (iii) renforcement des capacités de gestion des Finances Publiques en renforçant les capacités de formulation des politiques globales et sectorielles, et en structurant leur exécution. En appuyant le renforcement des capacités humaines et une meilleure gouvernance, la Banque ciblera une amélioration dans la gestion des finances publiques et des statistiques, la mise à niveau des compétences techniques et managériales des cadres, et l'amélioration des ressources humaines de la santé. Ces objectifs permettent la consolidation des acquis du précédent DSP dans le domaine des finances publiques, de la formation et de la gestion de la santé. Ce pilier fait écho aux priorités de développement humain du PNDES. Enfin, comme a été présenté dans la revue à mi-parcours, la Banque pourrait préparer un appui programmatique en fonction de l'avancée du programme du pays avec le FMI, sur les ressources de la Banque, et disposer d'autres critères d'éligibilité. En appuyant le renforcement des capacités humaines et une meilleure gouvernance, la Banque visait un effet de levier sur l'action gouvernementale et ciblait une amélioration dans la gestion des finances publiques et de l'appareil statistique, la mise à niveau des compétences techniques et managériales des cadres.

Le Projet d'appui à la modernisation des finances publiques (PAMFP) par la modernisation des procédures de programmation et de collecte des recettes de l'État, cherche à augmenter les recettes hors-pétrole afin d'aider à combler les déséquilibres budgétaires et macroéconomiques. Il est attendu du projet que le pays tire un grand profit des opportunités liées aux infrastructures tout en créant des emplois distributifs de richesses, d'améliorer les moyens de pêche dans l'océan, la pisciculture et la création d'emplois pour les jeunes. L'appui de la Banque est très pertinent dans ce secteur de la gouvernance car il permettra de réaliser l'interconnexion des systèmes informatiques des régies financières entre les directions nationales du Trésor, des Impôts et du Budget. Il permettra en outre l'élargissement de l'assiette fiscale et le contrôle par la création d'un Identifiant fiscal unique. Ces priorités sont toujours tangibles dans ce pays et au regard du contexte international pour aboutir au renforcement des capacités des cadres et une augmentation significative des recettes fiscales du pays.

La pertinence du programme du DSP a été bien couverte pour les opérations prévues par le programme du DSP. Aussi, les autres aspects tels que les facteurs de fragilité et de résilience, de climat et des actions environnementales et sociales ont également pu être appuyés par des études dans ce sens. Le cadre de résultats du DSP présente clairement les études préalables à chaque niveau de résultats des piliers, les extrants et actions à mi-parcours et en fin du DSP nécessaires pour la réalisation des résultats attendus (Voir Tableau 1).

3.2. Cohérence

Le DSP 2018-22 de la BAD en RGE est en parfaite cohérence avec les stratégies nationales de développement de la RGE. Bien que les piliers du DSP s'articulent autour de programmes jugés pertinents visant l'atteinte des objectifs de développement escomptés, le problème de capacités institutionnelles (ou absorption) n'a pas permis de les réaliser suffisamment. Ce qui a annihilé ce niveau de cohérence interne.

Toutefois, le DSP est conforme aux stratégies et programmes d'intervention de la Banque. Cette intervention est également en cohérence avec celle des autres partenaires au développement notamment dans les secteurs de la gouvernance, les finances publiques dans lesquels interviennent également la Banque mondiale, le FMI et le PNUD. Car l'on peut noter au niveau du pays une multiplication de partenaires avec des domaines d'intervention variés. La RMP du DSP a bien explicité la situation sur la coordination et l'harmonisation de l'aide et fait le point sur les nouveaux partenariats entre bailleurs qui s'organisent en groupes de travail afin de pouvoir relever les défis au plan global vers l'atteinte des objectifs de développement de la Guinée équatoriale.

3.3. Efficacité: Validation des résultats du DSP à mi-parcours

L'évaluation des résultats atteints à mi-parcours s'est basée sur la matrice du cadre de résultats du DSP 2018-2022. Au total, sur les 13 indicateurs de résultats prévus, 3 ont été entièrement atteints à mi-parcours, 1 a été partiellement atteint. Quant aux produits (extrants), sur 13 initialement retenus, 3 ont été réalisés, et 10 n'ont pas été réalisés. Selon la revue à mi-parcours du DSP, le faible niveau de réalisation des résultats et produits s'explique par le faible niveau d'opérations approuvées à mi-parcours. En effet, sur 6 opérations programmées entre 2019 et 2021, pour un montant cumulé de 216 millions UC, deux opérations ont été approuvées pour un montant de 68,3 millions UC, soit un niveau d'engagements de près de 32% par rapport aux prévisions. La RMP ne précise pas le montant réel du Head room car selon les directives de la Banque, ce montant est indicatif et peut évoluer en fonction du profil de risque du pays et des ressources de la Banque. La RMP précise « qu'en l'absence de Head Room pour la RGE, la période restante du DSP sera mise à profit par la Banque pour améliorer l'environnement du secteur privé, préparer des opérations pour renforcer la diversification de l'économie (agriculture, transport) mais également préparer deux opérations sur l'économie digitale et le renforcement du capital humain ». En effet, pour le guichet souverain (public) le Head room a été nul entre 2020 et 2022. Pour l'année 2021, le montant du Head room du guichet non souverain (privé) a été de 50 MUC[6].

La faiblesse ou l'inexistence du Head room étant de nature à limiter les interventions à partir du guichet BAD, la solution a été trouvée en passant par des ressources provenant des fonds fiduciaires. Ainsi, toutes les opérations financées dans le pays par la BAD entre 2020 et 2022 l'ont été par des fonds fiduciaires, comme mentionné dans la RMP. Avec un tel schéma de financement, de nouvelles opérations seraient approuvées sans attendre la révision ou l'augmentation du Head room, comme le préconisait la RMP. Elle a aussi évoqué d'autres solutions notamment le besoin de renforcement du cadre des PPP.

3.4. Contribution à l'atteinte des objectifs du Programme du Gouvernement

Comme indiqué précédemment, le DSP 2018-2022 a permis l'allocation des ressources pour soutenir des activités au titre de deux piliers : i) Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie ; et 2) Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques. Le tableau 1 ci-dessous présente un récapitulatif de ces activités.

[6] RMP du DSP 2018-22 de Guinée équatoriale, p.16

Table 1: Récapitulatif des activités et des résultats

Piliers	Résultats attendus 1	Résultats attendus 2	Résultats attendus 3
Pilier 1: Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie (correspondant aux priorités de la Banque « Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique et Améliorer les conditions de vie des populations ») ;	Développement des filières pêche et transformation alimentaire : Extrants: Extrant 1: Production d'un plan d'action visant la structuration du secteur de la pêche, l'augmentation de la production, et les activités de surveillance liées. Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture. Extrant 2: Production d'un plan d'action visant la structuration du secteur agricole, l'augmentation de la production, et une stratégie de sécurité alimentaire en vue de soutenir le projet d'appui à la transformation agricole la sécurité alimentaire et le développement de la pêche. RÉALISATIONS: a. Guinée équatoriale - Projet d'appui au développement des chaînes de valeurs b. Plan d'action	Amélioration du climat du secteur privé: Extrants: Études sur le climat des investissements et la préparation de la conférence sur l'actualisation du Plan national de développement économique et social (PNDES) sont finalisés. Un appui institutionnel visant à mettre œuvre les activités visant à améliorer le climat des investissements, promouvoir les PMEPMI et diversifier l'économie est mis en œuvre avant 2020. RÉALISATIONS: État des lieux sur le climat des investissements et plan d'action associé priorisés et activités préparatoires de la conférence sur l'actualisation du PNDES disponible (réalisé ? en 2020). Don PRI d'appui au secteur privé et projet d'appui au développement du secteur privé et à la diversification de l'économie.	
Pilier 2: Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques (aligné sur la priorité de la Banque « Améliorer les conditions de vie de la population »).	Renforcer les capacités de gouvernance et la gestion des finances publiques Extrants: 2ème projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques **RÉALISATIONS:** Equatorial Guinea - Public Finance Modernization Support Project (PAMPF) Source: AfDB DATA PORTAL	Améliorer les capacités de formulation des politiques publiques Extrants: 1. Des appuis institutionnels ciblés et fournis (matériels, formations des ressources humaines, documents pédagogiques, etc.) 2. Bonne visibilité du secteur éducatif 3. Capacités opérationnelles du secteur renforcées 4. Promotion effective du genre dans les filières techniques, professionnelles et scientifiques **RÉALISATIONS:** République de Guinée équatoriale - Projet	Améliorer la gestion des ressources humaines dans les secteurs sociaux Extrants: 1. Rapports d'études sectorielles disponibles 2. Observatoire national sur l'emploi crée 3. 100 cadres supplémentaires et enseignants formés et/ou recyclés 4. 5 IPP construits et 5 équipés. 5. Laboratoires de l'Université nationale réhabilités et équipés 6. Nbre d'exemplaires de documents pédagogiques produits et distribués aux enseignants

Piliers	Résultats attendus 1	Résultats attendus 2	Résultats attendus 3
		d'études de faisabilité du Projet d'appui au renforcement de l'écosystème digital (PARED) Source : PORTAIL DE DONNÉES DE LA BAD Guinée équatoriale - Études de faisabilité du Projet d'appui au renforcement du capital humain (PARCH) Source : PORTAIL DE DONNÉES DE LA BAD	7. Nbre de bourses d'excellence attribuées aux filles méritantes du secondaire et du supérieur Le rapport du plan national de développement sanitaire - Le rapport de l'étude sur le développement des ressources humaines - Le rapport de la deuxième EDS - Un système d'information sanitaire fonctionnel Programme de développement des ressources humaines dans les secteurs sociaux (PDRHS)

Source: Reconstruit à partir du DSP 2018-2022 de Guinée équatoriale

3.4.1. Réalisations dans le secteur de la pêche

Dans le domaine de l'agriculture, le seul projet portant sur le développement des chaines de valeurs de la pêche est parfaitement en phase avec les priorités nationales de la Guinée équatoriale. Ces priorités sont énoncées dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) qui énonce l'ambition nationale de faire du pays une plateforme de référence en matière de produits de la mer. Le projet vise à soutenir l'augmentation de la production commercialisée de la pêche artisanale de poissons et des produits de l'aquaculture, l'essor de la consommation par habitant de poisson capturé en Guinée équatoriale en remplacement des importations de poisson congelé, et in fine la sécurité alimentaire, la réduction de la malnutrition et la réduction du taux de pauvreté. Ces priorités se justifient par l'important déficit d'investissement dans ce secteur à l'origine de l'insuffisance de la production nationale. Ce projet constitue un important levier de diversification économique par l'accroissement des revenus provenant du potentiel de ressources halieutiques du pays.

Les investissements dans l'infrastructure prévus au titre du pilier 1 du DSP portant sur le projet PASPA ne sont pas encore appréciables au stade actuel car les travaux d'infrastructure prévus en 2022 n'ont pas encore démarré. Les DAO ont été préparés et les Appels d'Offre (AO) lancés. Ce projet enregistre un peu de retard avec un taux de décaissement de seulement 7,2% lors de la RMP du DSP. Ces réalisations d'infrastructures devraient concerner entre autres la réhabilitation de chambres froides, de débarcadères au port de Lula et Bata, de centre de commercialisation de poissons et d'acquisition de navires de pêche gérés en PPP[7].

La RMP n'a pas bien détaillé la réalisation en cours des produits liés au PASPA. Il a mentionné comme produit actuel la production d'un Plan d'action visant la structuration du secteur de la pêche qui n'apparait pas dans le Rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats (EER) de ce projet issu de la mission de supervision menée en octobre 2021 (Voir Encadré 1).

Encadré 1: Le Projet d'appui au développement des chaînes de valeurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture (PASPA)

Le Projet d'appui au développement des chaînes de valeurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture (PASPA) en Guinée équatoriale constitue un outil de mise en œuvre du Document stratégie pays (DSP) 2018-2022 qui repose sur deux piliers : (i) appuyer la transformation de l'agriculture pour

7 Rapport d'état d'exécution du PASPA, Février 2022

diversifier l'économie, et (ii) renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques. Le projet se propose d'augmenter et de valoriser la production de poisson à travers un développement durable de la pêche industrielle, de la pêche artisanale et de l'aquaculture, et de renforcer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement. Il s'appuie sur le premier pilier en soutenant la transformation du secteur de la pêche et de l'aquaculture en RGE. Il permettra de stimuler les investissements dans le secteur et de promouvoir le secteur privé national et l'emploi des jeunes via l'adéquation formation-emploi et l'émergence des Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui contribueront à l'amélioration de l'employabilité des jeunes dans le secteur. **Le PASPA, d'un coût de 69,968 millions d'euros, sera exécuté sur 5 ans en partenariat avec le BIT, notamment pour la composante Renforcement des capacités des acteurs.** Les interventions du projet concernent toutes les chaînes de valeurs (production, conservation, transformation et commercialisation) pour les trois (3) filières que sont la pêche artisanale (maritime et continentale), la pêche industrielle et l'aquaculture. Ceci permettra, à terme, d'assurer un meilleur approvisionnement du marché local en poissons, de réduire les importations, d'exporter vers les pays de la sous-région, d'accroitre les revenus et d'améliorer l'employabilité des jeunes ainsi que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Le projet vise essentiellement à appuyer directement 500 MPME créées, 300 coopératives et des groupements, et à fournir un appui ciblé à des jeunes étudiants, des femmes et hommes entrepreneurs débutants ou confirmés, évoluant dans les secteurs de la pêche et aquaculture et de l'hydraulique. La zone d'intervention du projet concentre l'essentiel de la population totale du pays soit 75% (923.393 habitants) ; les bénéficiaires du projet sont évalués à 80% de cette population soit près de 739.000 hommes et femmes dont 277.000 bénéficiaires directs. Au total, plus de 15.000 emplois directs et indirects seront créés dont au moins 70% pour les femmes et les jeunes.

Source : Fiche de projet – DATA PORTAL – Banque africaine de développement - https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/P-GQ-AAF-004?lang=fr

3.4.2. Réalisations dans le secteur de la gouvernance

Le projet d'appui à la modernisation des finances publique réalisé au titre du pilier 2 du DSP connait des débuts assez laborieux. Même si la prévalence de la crise de la COVID-19 a sérieusement ralenti les activités de ce projet, elle ne saurait justifiée à elle seule les 18 mois de retard observé dans la délivrance des produits. L'autre problème invoqué relatif à l'acquisition d'équipements très spécialisés aurait pu être facilement anticipé car des projets du genre ont déjà été exécutés par la BAD notamment en Afrique de l'Ouest.

La réalisation de ses premiers produits pourrait s'amorcer progressivement à travers le recrutement en cours des firmes en charge de l'informatisation et l'interconnexion ainsi que la mise en place des programmes de formations des cadres des régies financières de l'état et celle de l'Autorité de régulation des marchés publics[8]. Parmi la vingtaine de produits, seuls l'élaboration de manuel de procédures et l'audit des dépenses domestiques sont en cours d'achèvement.

Dans le domaine de l'informatisation et de la connexion une étude de faisabilité a permis de cerner les objectifs du programme et les modalités de sa réalisation.

Le faible niveau d'exécution des projets relatifs aux 2 piliers du DSP ne permet pas à cette étape de la revue à mi-parcours du DSP de connaitre les résultats pour mesurer les objectifs de développement escomptés ainsi que l'impact des résultats attribuables à la mise en œuvre du DSP. À ce propos, les résultats évoqués dans la RMP ne le sont que de façon potentielle.

S'agissant du PAMFP, les efforts en cours menés conjointement par la CEP et la BAD pourraient permettre d'engranger des résultats satisfaisants. Toutefois, la performance future de ce projet reste conditionnée à la capacité de transposer les directives de la CEMAC dans la législation nationale, tache dévolue au volet Assistance technique. Une telle application permettrait de réaliser les innovations escomptées par ce projet[9].

8 Fiche d'interview du PAMFP
9 Rapport d'interview, Responsable de la CEP du PAMFP

Le rapport de la revue à mi-parcours du DSP 2018-2022 n'a pas suffisamment détaillé les effets que pourrait avoir la non-approbation de certains projets prévus sur les réalisations en cours afin de pouvoir renforcer les projets adoptés par la mise en place de mesures correctives pour plus d'impact sur le développement. Comme moyen d'atténuation, la RMP a indiqué la mise en place d'autres sources de mobilisation de ressources ou d'appuis institutionnels notamment la participation du BIT au PASPA.

Les aspects d'efficacité tels que discutés dans la revue à mi-parcours sont partiellement validés.

Pour l'instant, les résultats à mi-parcours du DSP selon la RMP n'ont pas permis de ressortir de manière visible l'atteinte des résultats attendus du DSP. Cependant, de manière potentielle, si ces résultats se réalisent, ceux-ci auront un impact très visible tant au niveau de la diversification de la production que de l'amélioration des capacités.

Le document de RMP du DSP a souligné la plupart des défis qui se sont posés à la Banque dans la mise en œuvre du DSP en présentant une analyse quelque peu détaillée de ces problèmes qui sont d'ordre institutionnel, procédural et aussi sanitaire avec la survenance de la COVID-19. Cet état de fait est aussi partagé par la note de validation même si certains facteurs entravants auraient pu être anticipés.

En conclusion, la présente Note de validation de la RMP sur les résultats du DSP estime que la Revue a conduit une analyse complète de la performance à mi-parcours du DSP en donnant les mécanismes de financement et outils adaptés à la situation du pays. La revue a été bien explicite quant aux raisons et causes profondes qui ont inhibé la réalisation des objectifs à mi-parcours.

Selon la RMP, les performances du pilier 1 (Diversifier l'économie par la transformation agricole) et du pilier 2 (Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques) n'ont pas contribué lors de la première moitié du DSP à l'atteinte des résultats attendus. La lenteur observée dans le démarrage des projets pour la réalisation des objectifs du DSP découle aussi de l'apparition de la COVID-19.

3.5. Efficience: Respect des délais

La période de démarrage des projets de développement des chaines de valeurs du secteur de la pêche et d'appui à la modernisation des finances publiques a coïncidé avec la crise de la COVID-19 marqué par un ralentissement de la plupart des activités économiques. Les retards d'exécution de ces projets s'expliquent également par la non-maitrise des procédures de la Banque et des technologies de l'information et de la communication pour assurer le suivi des projets, et la faible capacité des agents de la CEP. Ces facteurs ont contribué à retarder la bonne exécution des projets en RGE et expliquent la faiblesse du taux de décaissement enregistré en faveur des 2 projets en cours qui est de l'ordre de 7,3%[10].

S'agissant du PAMFP, les retards les plus significatifs concernent l'étape précédant la validation des termes de référence, qui prend plusieurs mois, et l'avis de la Banque sur les différents Rapports techniques et financiers soumis. Ce qui empêcherait l'atteinte des objectifs du projet dans les délais prévus[11].

L'analyse de l'efficience telle qu'elle ressort dans la revue du DSP à mi-parcours n'a pas été largement étayée pour indiquer les facteurs propres à chaque projet en entrée du portefeuille retenu dans le cadre du DSP.
Les projets en cours d'exécution en RGE ont souffert de certains retards dont les causes sont d'ordre procédural, sanitaire et administratif. Ils ont constitué des goulots d'étranglement à la bonne exécution des deux projets. Des problèmes de qualité à l'entrée ont été aussi signalés mais ne sont pas mentionnés dans ni dans la RMP, ni dans les rapports sur l'État d'exécution et sur les résultats (EER) des projets en cours de réalisation dans le pays.

10 Taux calculé selon les données extraites de SAP en Aout 2022
11 Fiche d'entretien avec la CEP PAMFP

Le tableau ci-dessous fait le point sur les causes des retards enregistrés dans l'exécution des deux projets.

Table 2: Les causes du retard dans l'exécution des projets

Causes des retards dans l'exécution des projets	Projet d'appui au développement des chaines de valeurs de la pêche (PADCVSPA)	Projet d'appui à la modernisation des finances publiques (PAMFP)
Cause 1	Manque de maitrise des nouvelles technologies de l´information et la communication pour assurer le suivi-évaluation adéquat des activités du projet.	L'acquisition des équipements très spécialisés cause des retards dans la mise en œuvre du projet.
Cause 2	Faible maîtrise des procédures de passation des marchés de la Banque.	La prévalence de la crise de la COVID-19 continuera à ralentir l'exécution du projet.
Cause 3	Lenteurs administratives qui retardent le traitement la transmission des dossiers du projet à la Banque.	
Cause 4	Retard accusé dans la mise en place du logiciel de gestion financière et comptable pour le traitement des opérations et la production d'états financiers fiables.	
Cause 5	Conjoncture difficile des affaires engendrée par la pandémie de la COVID- 19	

Source: Rapports d'état d'exécution des projets PADCVSPA et PAMFP.

3.6. Durabilité des résultats

Bien que la durabilité a été bien prise en compte au niveau des projets en cours d'exécution dès leur conception, elle n'est cependant évoquée que très brièvement et seulement dans son aspect environnemental dans la RMP. À ce niveau, il est fait mention des efforts en cours en faveur de la durabilité environnementale comme consignés dans les aspirations de la Vision 2035 du pays traduite dans le PNDES. La note de validation constate que la faiblesse structurelle de capacité de l'administration publique sera susceptible de causer un problème d'appropriation par les bénéficiaires notamment pour le cas du projet d'appui à la modernisation des finances publiques. Des mesures sont en voie d'être prises afin d'anticiper sur ce risque pouvant empêcher la pérennisation des acquis du projet comme annoncé parmi les mesures d'atténuation du cadre logique axé sur les résultats du rapport d'évaluation du PAMFP. Parmi ces mesures, il y avait la signature d'un programme de réformes économiques et financières entre le gouvernement du pays et le FMI. On peut aussi citer l'engagement du gouvernement à faciliter l'intervention des experts de haut niveau afin de renforcer les capacités des structures bénéficiaires.

3.7. Aspects intersectoriels

Pour la seconde moitié de la période du DSP, la Banque comptait poursuivre la réalisation des travaux analytiques en cours, à savoir : (i) la note de diagnostic pays, (ii) l'étude sur les simulations d'impacts de la COVID-19 et les mesures de politiques économiques alternatives en RGE préparées dans le cadre de la Matrice de dialogue de politique de réformes. L'implication du secteur privé sera bénéfique pour la mise en œuvre des études réalisées avec l'appui de la Banque et relatives à : (i) l'appui au renforcement des capacités de la Chambre de Commerce, et (ii) la mise en place d'un mécanisme d'appui aux PME-PMI en vue d'un secteur privé dynamique. La Banque continuera de mettre l'accent sur l'assistance technique en raison de ses effets de leviers sur tous les secteurs de l'économie. La Note de validation trouve que la conduite de telles études sera d'une grande importance pour les opérations dans le pays à travers les connaissances qui seront générées. Toutefois, il parait essentiel de renforcer la stratégie de dialogue de politique.

Sur le plan fiduciaire, la notation globale de risque attribuée est élevée, parce que plusieurs composantes souffrent de disfonctionnement. Sur le plan de la passation des marchés publiques, l'analyse du risque fiduciaire montre une absence de cadre législatif et règlementaire conforme aux standards internationaux, de documents types d'appel d'offre et de manuels de procédures, et de mécanisme des plaintes. S'agissant de l'audit externe, le niveau de risque fiduciaire est élevé car les

textes d'application de la Cour des comptes ne sont pas disponibles d'où les faiblesses dans les processus de vérification et contrôle à posteriori de la dépense publique. Des mesures d'atténuation ont été identifiées par la Banque afin de minimiser ces risques.

4. PERFORMANCE DE LA BANQUE

Au stade de la RMP du DSP, dans l'ensemble il a été noté de faibles progrès accomplis durant la mise en œuvre des projets malgré la prise en compte de certaines questions transversales, notamment celles liées au genre dans les projets financés. La non-performance de la Banque réside dans la qualité à l'entrée et la lenteur observée dans le processus de mise en œuvre, car la Banque devait être proactive. Cette non-réalisation dans le temps des projets n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés**.** L'appui de la Banque devait permettre à la Guinée équatoriale d'accroitre ses recettes non-pétrolières et de pouvoir diversifier son économie. Il est attendu que les deux projets en cours de réalisations puissent aboutir malgré les maigres progrès enregistrés pendant la première moitié du DSP. La RMP a bien inclus des recommandations sur l'intervention de la Banque y compris dans le domaine environnemental, mais a manqué d'évoquer celles déjà mises œuvres par la Banque depuis le début du DSP.

4.1. Gestion de la mise en œuvre du programme

La mise en œuvre du programme, après l'approbation par le Conseil d'administration des prêts spécifiques, se déroule conformément aux procédures-types d'entrée en vigueur, de décaissement, d'information financière et d'audit, et de clôture. Durant la mise en œuvre du DSP, d'importants défis se sont posés à certaines étapes des projets, en partie du fait d'une méconnaissance des procédures de la Banque par les CEP, et du manque de qualification technique du personnel en matière de TIC. Un cas spécifique est celui du Projet d'appui à la modernisation des finances publiques approuvé en 2019, mais qui connait un an et demi de retard. Le retard entre la date de signature et l'entrée en vigueur et celui observé dans la construction et la réhabilitation des infrastructures relatives au Projet de développement des chaines de valeur du secteur de la pêche risquent d'entraîner la prolongation de leur mise en œuvre.

Les décaissements ont été faibles bien qu'effectués à temps pour la phase de démarrage des projets. Cependant, les problèmes liés à la passation de marché n'ont pas permis de débloquer la situation au fur et à mesure de l'avancement des projets. Des mesures d'anticipation s'imposent à ce niveau afin de pouvoir accélérer la mise en œuvre des projets lors de la seconde moitié du DSP.

Le PAPP 2017-2018 a abordé plusieurs problèmes majeurs liés au portefeuille : On peut citer entre autres les difficultés de démarrage à temps, la maîtrise insuffisante des procédures de la Banque, l'absence d'un système de gestion financière et comptable adéquat avant le premier décaissement, les rapports d'audit ne sont pas réalisés à temps, et la faible implication des ministères de tutelle dans le suivi des projets.

Le PAPP 2021 a identifié plusieurs questions récurrentes, semblables aux problèmes évoqués dans le PAPP précèdent. Ces questions ont également trait à l'insuffisance de S&E de certains projets, inefficacité des politiques de dotation en personnel, notamment des CEP, insuffisance de connaissance des procédures et règlements de la Banque, méconnaissance des conditions de prêt de la Banque, et délais excessifs de l'approbation d'un prêt à sa date d'entrée en vigueur.

Même si le Rapport de la revue à mi-parcours du DSP 2018-2022 a énoncé la réalisation de treize actions prioritaires sur les 20 préconisées s'agissant de la mise en œuvre du PAPP, les problèmes demeurent y compris ceux relatifs à la lenteur dans le traitement des dossiers et la non-maîtrise des procédures de la Banque par les UGP.

Au niveau de la partie gouvernementale, les Comités de pilotage énoncés dans le dispositif institutionnel des projets ne se réunissent que très peu. En outre, l'appropriation effective des projets

par la partie nationale reste encore un défi en RGE. La carence institutionnelle du suivi des opérations s'est manifestée, entre autres, par le retard dans la satisfaction des conditions préalables à la mise en vigueur des projets, la lenteur dans la signature des contrats et l'octroi des visas d'entrée aux prestataires étrangers recrutés par les CEP.

4.1.1. Partenariat et coordination des bailleurs de fonds

En tant que pays à revenu intermédiaire, la Guinée équatoriale n'est pas tributaire de l'aide, ce qui rend les processus de collaboration et de coopération avec les bailleurs de fonds moins dynamiques que dans les autres pays africains. Toutefois, la RDGC participe au partage d'informations et aux efforts de collaboration. En outre, les opportunités de cofinancement se développent de plus en plus dans le pays. C'est le cas notamment avec le BIT pour le PASPA mais également avec la BM et le FMI pour les futurs appuis aux réformes à mener dans le pays.

La Banque a pu appuyer la mobilisation de ressources de fonds fiduciaires qui peuvent également concourir de manière concomitante aux objectifs de la Banque sans rester dans le « carcan » que pourrait constituer le Head room.

5. SYNTHÈSE DE LA PERFORMANCE DU DSP LORS DE LA REVUE À MI-PARCOURS

5.1. Évaluation générale

Le niveau de réalisation des activités des projets PASPA et PAMFP ne sont pas encore importants et ne permettent pas de constater un début d'augmentation du niveau de sécurité alimentaire et de l'accroissement des recettes publiques de la Guinée équatoriale. L'efficacité du portefeuille a quelque peu été entravée par la faiblesse des progrès actuels pour la réalisation des infrastructures des deux projets.

Le Tableau ci-dessous présente un résume de la performance des projets en cours d'exécution.

Table 3: Synthèse de la Performance

Critère d'évaluation	Synthèse de la performance
Pertinence	Portefeuille très pertinent pour les besoins de la Guinée équatoriale, les stratégies gouvernementales déclinées dans le PNDES, et conforme aux priorités des « High 5 » et des autres bailleurs de fonds. Les projets du DSP ont pris en compte les questions transversales, notamment celles liées au genre et à la résilience aux facteurs climatiques. Par ailleurs, la pertinence de la conception pose question compte tenu des problèmes de mise en œuvre dans la phase de démarrage des projets. Ces derniers ont ensuite bien fonctionné dans le temps comme semblent le démontrer les derniers rapports d'état d'exécution de projet.
Efficacité	Les deux projets en cours de réalisation n'ont pas encore livré les premiers produits en raison des retards constatés. Seulement un ou deux se trouvent à un niveau d'achèvement pouvant atteindre 80%. L'écart entre les activités prévisionnelles et celles réalisées est grand.
Efficience	Le taux de décaissement en ce qui concerne le portefeuille actif de la Guinée équatoriale reste faible avec seulement 7,3% en moyenne. Plusieurs activités ont été retardées, ce qui laisse supposer des faiblesses de la qualité à l'entrée, la maîtrise des procédures et les délais de réaction.
Durabilité	La question de durabilité a bien été prise en compte dans la conception des projets de la RGE. La durabilité environnementale globale mais également sectorielle est évoquée dans la RMP. Les autres types de durabilité sont développés dans les deux annexes 10 et 11 relatives aux changements climatiques, croissance verte et environnement et économie bleue.

	La faible capacité de l'administration du pays risque de constituer un frein à l'appropriation du projet portant sur la gouvernance.

5.1.1. Observations sur la conception, la mise en œuvre et l'utilisation du processus de S&E

Tout cadre de résultats devrait s'appuyer sur une théorie du changement solide. Tout comme dans le DSP, le Rapport de la Revue à mi-parcours n'a pas aussi envisagé d'inclure des indicateurs de performance plus détaillés dans le cadre des résultats avec les liens de causalité entre activités, réalisations, résultats et impacts attendus. En revanche, la matrice des risques du portefeuille a bien été dressée. Elle pourrait répondre parfaitement aux besoins d'évaluation des risques évolutifs jusqu'à l'achèvement du DSP.

Un tel élargissement du cadre des résultats constituerait un atout important dans le dispositif de suivi-évaluation des projets.

6. STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR LA PÉRIODE RESTANTE DU DSP

6.1. Maintien des piliers du DSP

La note de validation s'aligne sur la RMP quant au maintien des piliers du DSP. Car la diversification économique et l'amélioration de la gouvernance demeurent les principaux défis qui se posent au gouvernement équatoguinéen. Ses priorités nationales pour la période 2020-2035 n'ayant pas changé, les deux piliers du DSP sont des atouts importants en vue de la réduction des inégalités sociales par la création d'emplois pour les jeunes dans les filières agricoles et aussi renforcer les capacités managériales des cadres et une gestion efficace des finances publiques.

Pilier 1: Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie

Ce premier pilier avait pour objectifs d'appuyer la stratégie du gouvernement axée sur la diversification économique. Selon la RMP, la Banque devrait continuer de soutenir le secteur de la pêche à travers le Projet par le biais du PASPA. À la fin de cette opération, ce financement de la BAD devrait permettre la création d'emplois pour les jeunes, l'amélioration des moyens de pêche et d'aquaculture et l'émergence d'un cadre de réformes institutionnelles propice à l'économie bleue. Ce pilier pourrait en outre servir de prémisse pour jeter les bases d'une agro-industrialisation du pays avec comme effet multiplicateur la dynamisation des campagnes du pays.

Pilier 2: Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques

Le deuxième pilier intervient comme un effet de levier dans l'action gouvernementale notamment dans sa politique d'accroissement des recettes fiscales non-pétrolières et une plus grande transparence dans la gestion des dépenses publiques. Ce pilier très important dans la gestion macroéconomique et financière de la Guinée équatoriale semble conduire le pays vers les standards internationaux en matière de gestion des finances publiques par l'informatisation et le renforcement des capacités techniques des personnels des régies financières de l'État.

Le niveau d'endettement du pays constituant actuellement un facteur limitant de la capacité d'absorption ayant causé la non-approbation de certains projets prévus, le PAMFP incluant un volet Gestion de la dette publique n'a pas permis d'induire des mesures d'atténuation face au niveau d'endettement du pays. Des faiblesses ont été constatées relativement à la gestion fiduciaire. Elles sont repérables par des lenteurs et retards importants dans la mise en œuvre des activités malgré les multiples prorogations, l'absence d'outil de gestion au démarrage des projets (logiciel de gestion,

manuels d'exécution, et de procédures de gestion) et le non-respect et la faible maÎtrise des procédures de passation de marchés et de décaissement de la Banque en matière de décaissement et gestion des ressources et actifs.

S'agissant des questions transversales, la RMP a mis l'accent sur l'environnement, le changement climatique et la croissance verte. En tant que pays appartenant au Bassin du Congo exposé à la déforestation, la Guinée équatoriale jouit d'une riche biodiversité dont les écosystèmes produisent des ressources pour la communauté. Le pays ayant des conventions internationales sur l'environnement notamment la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC). Il est prévu que la BAD soutienne la réalisation de ses objectifs à travers le financement de projets d'appui institutionnel. L'économie bleue en tant que secteur porteur pourrait également être mis à profit vers la réalisation des objectifs de développement de ce pays.[12]

La Note valide donc les justifications avancées par la Revue et les trouve fondées en vue de la reconduction des piliers au titre de la seconde phase du DSP 2018-2022 de la BAD en Guinée équatoriale.

7. ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE LA RMP DU DSP

Dans l'ensemble, la RMP est d'une bonne qualité car mettant en exergue la stratégie d'intervention de la Banque en Guinée équatoriale. Sa structure correspond avec les informations fournies. Elle décrit bien l'état d'exécution des projets et les mesures prévues afin d'assurer leurs performances, mais les éléments de preuve rapportés pour soutenir l'analyse n'étaient pas assez exhaustifs, et des détails importants ont souvent été omis. Le lien et les effets inattendus provoqués par la non-approbation de 2 projets sur ceux en cours d'exécution ont pu être traité de manière plus explicite dans la RMP. Cependant, les leçons stratégiques et opérationnelles cadrent suffisamment avec les analyses factuelles de situation des projets, et sont analysées pour améliorer davantage la coopération avec le pays. Les contraintes à l'exécution de la stratégie aussi bien que les lacunes institutionnelles ou manque de capacité y sont également mentionnées. Les mesures correctives proposées dans le rapport sont réalisables. Le Tableau relatif se trouvant en Annexe 2 apportera plus de détails.

8. CONCLUSIONS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS

8.1. Conclusions

Pour la RMP, les résultats de la mise en œuvre du DSP ayant montré la convenance des piliers face aux contraintes économiques que connait le pays, la Banque poursuivra son effort en soutien aux opérations en cours en vue de la transformation économique et d'une croissance inclusive en RGE. La note de validation valide les conclusions de la RMP ainsi que le maintien des piliers du DSP afin de continuer la réalisation des objectifs de développement du pays. Pour ce faire, une grande attention devra cependant être portée sur les principaux enseignements tirés de l'examen de la RMP émis par cette note de validation.

8.2. Les principaux enseignements tirés

La RMP tire comme enseignements pour la Banque : *« Un enseignement récurrent est d'avoir une démarche graduelle en privilégiant d'abord le renforcement du savoir et de la gouvernance à travers une assistance technique en lieu et place d'opérations classiques liées à l'achat de biens d'équipement et de construction. Les principaux enseignements suivants peuvent être tirés de la mise en œuvre du*

[12] RMP du DSP 2018-2022, Annexe 12

DSP et considérés pour la suite: (i) mettre en place un bureau de liaison ; (ii) renforcer les capacités d'analyse sur la dégradation de la situation économique (gestion de l'endettement) et la crise sanitaire; (iii) accorder une importance aux travaux analytiques pour améliorer la qualité à l'entrée des projets et mieux préparer le nouveau DSP; (iv) appuyer le secteur privé ; et ; (iv) privilégier les cofinancements. »

La Note de Validation valide de manière globale les leçons aussi bien opérationnelles que stratégiques issues des analyses contenues dans la RMP du DSP. Les réalisations en cours dans le cadre de la mise en œuvre du DSP démontrent la pertinence des piliers. Quand bien même la RMP du DSP 2018-2022 mentionne comme enseignements à tirer la nécessité de renforcer les capacités d'analyse sur la dégradation de la situation économique, d'appuyer le secteur privé et de privilégier les cofinancements, il convient cependant d'observer que certaines contraintes en dehors de la prévalence de la COVID-19 ont entravé le démarrage des deux projets, le projet d'appui au développement des chaines de valeur dans le secteur de la pêche (PASPA) et le projet d'appui à la modernisation des finances publiques (PAMFP). L'exécution de projet technique spécifique comme le PAMFP requérant une procédure de passation de marché mérite une attention particulière aussi bien dans leur démarrage que dans leur conception en vue de leur assurer un bien meilleur niveau de qualité à l'entrée. Idem pour le PASPA dont les infrastructures ont connu un certain retard en raison d'un manque de suivi des marchés, des services et des travaux[13]. Il y va également de la responsabilité du gouvernement de la RGE de doter les Cellules d'exécution de Projet (CEP) de personnel répondant aux compétences techniques et formations requises par la bonne exécution des projets.

La complémentarité entre certaines opérations voulues par le DSP 2018-2022 de la Guinée équatoriale n'a pu être réalisée en raison de la non-approbation de certains projets. Ainsi, la synergie n'a pas été assurée entre le PASPA et le projet initialement prévu qui visait le renforcement du cadre institutionnel du secteur privé.

8.3. Enseignements additionnels de la validation

Afin de poursuivre la réalisation des objectifs de développent du pays, IDEV, à travers la note de validation, a tiré des enseignements supplémentaires :

1. ***Pour éviter d'éventuels retards dans la réalisation des projets, il pourrait être utile de dresser une liste exhaustive des mesures correctives visant à accélérer la mise en œuvre des projets en retard de démarrage à laquelle sera annexée une matrice des actions à entreprendre. Elle pourrait être l'objet de suivi périodique entre les responsables de projet.***

2. ***Assurer des formations sur les procédures de la Banque destinées au personnel des CEP avant le démarrage des projets, par l'organisation de Cliniques sur site, peut contribuer à réduire les défis de démarrage et les retards dans la mise en œuvre des projets du pays pour de meilleurs résultats de développement. Adjoindre au Bureau dont le démarrage est prévu un spécialiste en passation des marchés pourrait aussi être pris en considération.***

3. ***Inclure dans le cadre de résultats les indicateurs de performance lors de l'élaboration des rapports de revue à mi-parcours du DSP sur la base de la théorie du changement peut assurer un meilleur suivi-évaluation des objectifs de développement. La non-disponibilité de la Tdc depuis la conception du DSP n'a pas facilité le choix des indicateurs de performance au niveau de l'atteinte des résultats et de l'impact.***

[13] Rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats, PASPA, 11 février 2022

ANNEXES

Annexe 1: Méthodologie et approche de l'évaluation

La validation de la revue à mi-parcours du DSP s'est basée sur une revue documentaire indépendante des conclusions, enseignements et recommandations menée par la Direction en utilisant les critères internationaux d'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité).

L'exercice de validation a couvert principalement :

- Attribution/contribution ou alignement avec la dimension d'orientation stratégique : ce niveau de validation se focalisera sur l'alignement des piliers ((i) Appuyer la transformation de l'agriculture pour diversifier l'économie et (ii) Renforcer les capacités de formulation et d'exécution des politiques publiques aux priorités nationales et à celles de la Banque ainsi que sur la vérification de leur conformité avec les projets en cours d'exécution du programme. L'objectif est de s'assurer dans quelle mesure la revue à mi-parcours a permis de vérifier que le DSP tel que mis en œuvre était axé sur l'aide au pays pour réduire la pauvreté et stimuler la prospérité partagée de manière durable.

- La validation a aussi cherché à s'assurer que la revue à mi-parcours attribue la responsabilité du résultat du programme aux principales catégories d'acteurs du DSP et partenaires notamment les autres institutions de financement.

- L'examen de validation s'est interrogé sur la pertinence des constats quant à la réalisation des résultats du DSP à mi-parcours et le chemin à parcourir jusqu'à l'achèvement du programme. Ceci a permis de s'assurer que la revue présente d'une manière objective et crédible les difficultés dans la réalisation du programme à mi-parcours ainsi que des actions à mettre en œuvre dont les actions de réformes de politique (bien exposées dans le document de revue à mi-parcours). Cette validation a offert l'opportunité d'une discussion des leçons à mi-parcours et des actions en vue de l'achèvement du programme dans les meilleures conditions et possiblement d'informer les stratégies futures de la Banque. Cette validation a produit une discussion de l'évaluation de l'alignement et des notations basées sur des données et des preuves pertinentes pour démontrer la réalisation des objectifs. Elle a aussi fourni une appréciation narrative axée sur l'apprentissage mais n'a pas fourni de notation sur les performances.

L'absence de preuves adéquates pour démontrer clairement la réalisation des objectifs et la pertinence des objectifs par rapport aux objectifs de développement du pays sont des facteurs importants qui affectent la qualité de revue du DSP lors de la validation.

Dimension des résultats de développement

À ce niveau, la validation s'est faite selon le Cadre de mesure des résultats de la Banque (CMR). Il s'agissait donc d'établir dans quelle mesure la revue à mi-parcours a permis de s'assurer que le DSP a réussi à aider le pays à atteindre les objectifs du DSP identifiés dans le cadre de résultats à savoir : la validation - s'assurer que la revue a permis de ressortir les résultats non pas par rapport aux objectifs de développement nationaux de niveau supérieur, mais par rapport à la réalisation des objectifs du programme, qui sont conçus pour aider le pays à atteindre ses objectifs de développement. Seules les réalisations réalisées au cours de la revue à mi-parcours sont prises en compte. L'examen impliquera une analyse de l'objectivité et de la crédibilité de la revue à mi-parcours notamment en termes d'évaluation de la pertinence, d'efficacité dans l'atteinte des résultats, d'efficience, de durabilité et d'impact institutionnel, y compris dans la réalisation du programme de réforme des politiques.

Dimension de la performance de la Banque

La Validation a examiné dans quelle mesure la revue à mi-parcours a permis de ressortir comment Banque a conçu et mis en œuvre d'une manière efficiente les programmes. Cela a impliqué une validation de l'analyse « ascendante » des intrants du programme - investissements sous forme de prêts, produits du savoir, appui au développement des capacités, dons et AT, mobilisation des ressources, partenariats, tels que présentés dans le rapport de revue à mi-parcours comparativement au DSP initial.

Dimension de la performance du pays

Le pays ne dispose pas d'un mécanisme de suivi régulier du portefeuille. Les Comités de pilotage prévus dans le dispositif institutionnel des projets ne se réunissent que rarement. En outre, l'appropriation effective des projets par la partie nationale reste encore un défi en RGE. Les opérations de la Banque sont suivies par un point focal national du Ministère des Finances rattaché au PAGFP, qui détient des pouvoirs de décision limités. Il soumet, de temps en temps, au Ministère des Finances des rapports sur l'état de mise en œuvre des projets. La déficience institutionnelle du suivi des opérations se traduit, entre autres, par le retard dans la satisfaction des conditions préalables à la mise en vigueur des projets, la lenteur persistante dans la signature des contrats et l'octroi des visas d'entrée aux prestataires étrangers recrutés par les UGP. La validation examinera les déficiences actuelles et dans quelle mesure l'ouverture prochaine d'un Bureau pourrait aider à résoudre ce problème institutionnel et améliorer la performance de mise en œuvre des programmes au niveau du pays.

Annexe 2: Fiche d'évaluation de la qualité du rapport de revue à mi-parcours

Critère	Note: (1- 4.)***	Justifications/Commentaires
QUALITÉ DE LA REVUE A MI-PARCOURS		
1. Degré et qualité de l'exhaustivité des éléments de preuves et de l'analyse de la revue à mi-Parcours pour étayer les notations des différentes sections.	2	Des éléments de preuve ont été rapportés pour soutenir l'analyse de la RMP mais n'étaient pas assez exhaustifs. Par exemple toutes les causes de retard des projets n'étaient pas répertoriées dans le rapport.
2. Degré d'objectivité des notes d'évaluation de la Revue à mi-Parcours.	3	La RMP a fait preuve d'objectivité sur les faibles réalisations des projets en cours. À ce titre, elle s'est contentée de mentionner des résultats potentiels dans une vision perspective.
3. Degré de cohérence interne des notations d'évaluation de la note de revue à Mi-Parcours ; inexactitudes ; incohérences (dans les différentes sections) entre les textes et les notations ; cohérence entre la note globale et les notations des différentes composantes.	3	Dans l'ensemble la cohérence interne est respectée au niveau des textes et des notations même si des détails importants ont été souvent omis. Il s'agit par exemple d'énoncer des mesures d'anticipation qui auraient permis aux projets de démarrer normalement.
4. Degré d'identification et d'évaluation des facteurs clés (internes et exogènes) et des effets inattendus (positifs et négatifs) ayant affecté la conception et la mise en œuvre du DSP à mi-parcours.	2	Le lien et les effets inattendus provoqués par la non-approbation de 2 projets sur ceux en cours d'exécution en GE n'ont pas été explicites dans la RMP. Par exemple, le projet en faveur du secteur privé devait venir en renfort au PASPA.
5. Adéquation du traitement des mesures de sauvegarde, des questions fiduciaires, de l'alignement et de l'harmonisation, des aspects intersectoriels, des facteurs de fragilité et de résilience.	3	Toutes ces questions ont été traitées efficacement dans la RMP aussi bien dans les textes et surtout en annexes.
6. Degré de solidité des processus de génération et d'analyse des données probantes (y compris les indicateurs de résultats et de performance) en appui à l'évaluation du rapport de revue à mi-parcours.	3	Les indicateurs de résultat et de performance ont été bien analysés et retracent de façon solide les informations contenues dans les IPR ou EER.
7. Adéquation globale de l'accessibilité des éléments de preuves (à partir de la note de revue à mi-parcours, y compris les annexes et les autres données fournies).	3	Les pages annexes étaient fournies et comportaient les documents importants. Les informations y sont disponibles sur les projets et leur cadre global d'exécution.
8. Dans quelles mesures les enseignements tirés (et les recommandations) sont clairs et fondés sur l'évaluation et examens de la revue à mi-parcours (éléments de preuve et analyse).	3	Les enseignements contenus dans la RMP cadrent suffisamment avec les analyses factuelles de situation des projets.
9. Degré de clarté et d'exhaustivité globale de la note de revue à mi-parcours.	3	De façon globale, la RMP a fait l'effort de retracer significativement la situation sur l'exécution des projets de la BAD en apportant le plus souvent des éléments d'appréciation assez précis.
Autre (à spécifier)		
NOTE SUR LA QUALITÉ DE LA NOTE DE REVUE À MI-PARCOURS	3	Un bon rapport dans l'ensemble.
Conformité de la Note de revue à mi-parcours avec les directives opérationnelles (Manuel des opérations, etc..)		

Critère	Note: (1- 4.)***	Justifications/Commentaires
1. Délais de livraison de la Note de Revue à Mi-Parcours (À temps = 4 ; en retard = 1)	3	The MTR can be considered completed within the acceptable time frame, as virtually all the Bank's outputs experienced delays related to COVID-19.
2. Degré de participation de l'Emprunteur, Co-financiers et des bureaux régionaux et nationaux dans la préparation de la note de revue à mi-parcours	3	The degree of involvement of the regional office and the country team in drafting the MTR is quite commendable.
3. Autres aspects (à spécifier)		
Note sur la conformité de la revue à mi-parcours	3	La RMP a été dans l'ensemble conforme au format et au contenu. Beaucoup d'informations ont été rapportées et analysées.

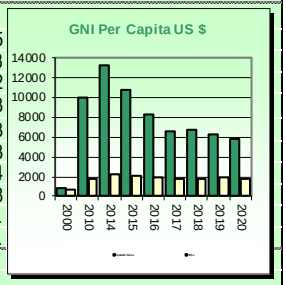
**** Noté Élevé/exemplaire (4), ou substantiel/significatif (3), ou modéré (2), ou négligeable (1)*

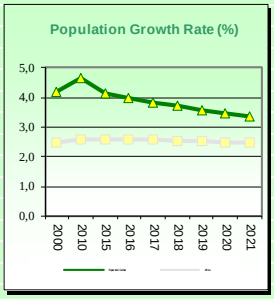
Annexe 3: Tableau des indicateurs socioécnomiques

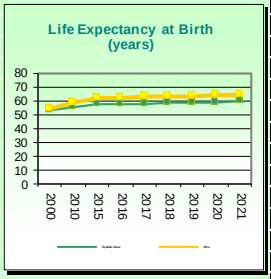
Equatorial Guinea

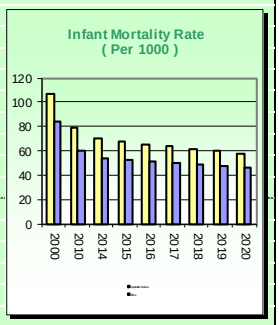
COMPARATIVE SOCIO-ECONOMIC INDICATORS

	Year	Equatorial Guinea	Central Africa	Africa	Develo-ping Countries
Basic Indicators					
Surface Area ('000 Km²)	2021	28	5 365	30 064	96 535
Total Population (millions)	2021	1,4	150,8	1 371,7	6 518,3
Urban Population (% of Total)	2021	73,7	47,3	44,3	51,2
Population Density (per Km²)	2021	51,7	28,7	46,7	69,3
GNI per Capita (US $)	2020	5 810	928	1 767	4 843
Labor Force Participation *- Total (%)	2021	54,9	66,2	61,9	58,3
Labor Force Participation **- Female (%)	2021	49,9	61,1	53,3	44,4
Sex Ratio (per 100 female)	2021	125,4	100,0	99,9	106,8
Human Develop. Index (Rank among 189 countries)	2019	145	...	...	...
Popul. Living Below $ 1.90 a Day (% of Population)	2007-19	...	57,1	34,1	...
Demographic Indicators					
Population Growth Rate - Total (%)	2021	3,3	2,9	2,5	1,2
Population Growth Rate - Urban (%)	2021	3,9	4,1	3,6	2,2
Population < 15 years (%)	2021	36,8	44,5	40,1	27,2
Population 15-24 years (%)	2021	18,7	19,6	19,3	16,2
Population >= 65 years (%)	2021	2,4	2,9	3,6	7,6
Dependency Ratio (%)	2021	64,5	90,2	77,6	54,6
Female Population 15-49 years (% of total population)	2021	22,2	23,0	24,3	25,0
Life Expectancy at Birth - Total (years)	2021	59,4	60,3	64,1	71,2
Life Expectancy at Birth - Female (years)	2021	60,6	61,8	65,9	73,4
Crude Birth Rate (per 1,000)	2021	31,9	38,0	32,2	19,4
Crude Death Rate (per 1,000)	2021	8,7	9,2	7,7	7,3
Infant Mortality Rate (per 1,000)	2020	58,3	60,7	46,6	29,7
Child Mortality Rate (per 1,000)	2020	45,0	54,1	47,5	39,8
Total Fertility Rate (per woman)	2021	4,3	5,2	4,2	2,5
Maternal Mortality Rate (per 100,000)	2017	301,0	564,2	475,7	231,0
Women Using Contraception (%)	2021	17,3	23,3	38,3	59,1
Health & Nutrition Indicators					
Physicians (per 100,000 people)	2010-19		9,5	38,1	138,5
Nurses and midwives (per 100,000 people)	2010-19	50,2	82,0	106,5	254,6
Births attended by Trained Health Personnel (%)	2010-20	68,3	70,8	64,4	79,3
Peop. Using at least basic drinking water services (% of Po	2017	64,7	51,0	69,3	88,2
Peop. Using at least basic sanitation services (% of Populati	2017	66,3	21,1	41,9	74,0
Percent. of Adults (aged 15-49) Living with HIV/AIDS	2020	7,3	1,5	3,0	...
Incidence of Tuberculosis (per 100,000)	2020	280,0	285,4	193,2	149,0
Child Immunization Against Tuberculosis (%)	2019	85,0	75,0	81,0	88,0
Child Immunization Against Measles (%)	2019	53,0	55,9	71,9	84,9
Underweight Children (% of children under 5 years)	2010-20	5,6	23,2	16,8	13,8
Prevalence of stunding	2010-20	26,2	40,1	31,9	...
Prevalence of undernourishment (% of pop.)	2019	...	33,5	17,7	10,4
Current health expenditure (% of GDP)	2019	3,1	3,4	5,1	5,3
Education Indicators					
Gross Enrolment Ratio (%)					
Primary School - Total	2011-21	61,8	111,1	103,0	101,8
Primary School - Female	2011-21	61,6	105,9	101,0	100,8
Secondary School - Total	2011-21	...	45,0	52,7	72,5
Secondary School - Female	2011-21	...	36,9	50,8	72,2
Primary School Female Teaching Staff (% of Total)	2010-21	44,4	33,4	50,5	63,6
Adult literacy Rate - Total (%)	2010-20	94,4	70,2	68,2	84,5
Adult literacy Rate - Male (%)	2010-20	97,2	79,3	72,4	88,5
Adult literacy Rate - Female (%)	2010-20	90,7	61,2	61,4	80,5
Government expenditure on Education (% of GDP)	2010-20	...	2,5	4,8	3,7
Environmental Indicators					
Land Use (Arable Land as % of Total Land Area)	2018	4,3	5,0	8,2	11,3
Agricultural Land (as % of land area)	2018	10,1	20,9	37,8	37,8
Forest (As % of Land Area)	2020	87,3	42,1	22,6	31,7
Per Capita CO2 Emissions (metric tons)	2018	5,1	0,2	1,1	3,4









Sources : AfDB Statistics Department Databases; World Bank: World Development Indicators; UNAIDS; UNSD; WHO, UNICEF, UNDP; Country Reports. *last update : April 2022*

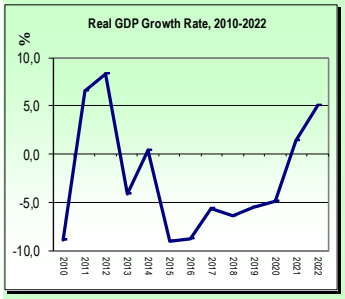
*Note : n.a. : Not Applicable ; ... : Data Not Available. * Labor force participation rate, total (% of total population ages 15+)*

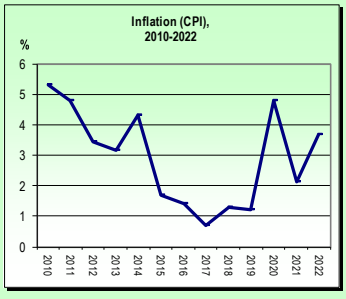
*** Labor force participation rate, female (% of female population ages 15+)*

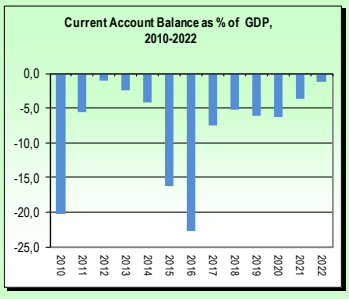
Annexe 4: Tableau des indicateurs macroéconomiques

Equatorial Guinea
Selected Macroeconomic Indicators

Indicators	Unit	2010	2017	2018	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
National Accounts								
GNI at Current Prices	Million US $	9 408	8 216	8 809	8 570	8 137	8 424	...
GNI per Capita	US$	9 970	6 510	6 730	6 320	5 800	5 810	...
GDP at Current Prices	Million US $	16 299	12 197	13 097	11 417	10 036	11 981	13 730
GDP at 2010 Constant prices	Million US $	16 299	14 153	13 253	12 515	11 906	12 073	12 677
Real GDP Growth Rate	%	-8,9	-5,7	-6,4	-5,6	-4,9	1,4	5,0
Real per Capita GDP Growth Rate	%	-13,0	-9,2	-9,7	-8,8	-8,1	-1,9	1,7
Gross Domestic Investment	% GDP	38,1	14,0	12,5	7,7	5,3	5,2	5,2
Public Investment	% GDP	14,8	12,2	7,4	4,2	1,3	1,2	1,1
Private Investment	% GDP	23,3	1,8	5,1	3,5	4,0	4,0	4,0
Gross National Savings	% GDP	17,8	5,7	5,8	9,4	14,0	...	...
Prices and Money								
Inflation (CPI)	%	5,3	0,7	1,3	1,2	4,8	2,1	3,7
Exchange Rate (Annual Average)	local currency/US$	495,3	580,9	555,4	585,9	574,8	538,4	531,3
Monetary Growth (M2)	%	33,6	0,9	-1,3	-5,9	-5,2	...	...
Money and Quasi Money as % of GDP	%	13,6	19,3	18,6	19,0	20,9	...	...
Government Finance								
Total Revenue and Grants	% GDP	26,6	17,5	20,0	18,6	14,2	16,0	17,8
Total Expenditure and Net Lending	% GDP	31,2	19,6	19,2	16,7	15,9	15,1	14,0
Overall Deficit (-) / Surplus (+)	% GDP	-4,5	-2,1	0,8	1,8	-1,7	1,0	3,8
External Sector								
Exports Volume Growth (Goods)	%	0,3	-18,3	-7,0	-12,4	-6,6	-28,6	8,1
Imports Volume Growth (Goods)	%	43,2	-6,4	6,8	-15,5	-11,0	-23,8	38,1
Terms of Trade Growth	%	17,3	60,6	31,8	3,4	-14,7	37,1	44,3
Current Account Balance	Million US $	-3 300	-916	-688	-691	-635	-431	-175
Current Account Balance	% GDP	-20,2	-7,5	-5,3	-6,1	-6,3	-3,6	-1,3
External Reserves	months of imports	2,9	0,1	0,1	0,1	0,3	2,0	...
Debt and Financial Flows								
Debt Service	% exports	0,0	2,7	2,7	4,7	5,7	4,5	3,5
External Debt	% GDP	8,0	9,2	12,2	13,9	16,4	12,0	9,7
Net Total Financial Flows	Million US $	91	168	237	50	-452	...	...
Net Official Development Assistance	Million US $	85	7	7	63	6	...	...
Net Foreign Direct Investment	Million US $	2 734	305	396	452	530	...	...







Source : AfDB Statistics Department: African; IMF: World Economic Outlook,April 2022 and International Financial Statistics, April 2022;
AfDB Statistics Department: Development Data Portal Database, April 2022. United Nations: OECD, Reporting System Division.

Notes: ... Data Not Available (e) Estimations (p) Projections Last Update: May 2022

REFERENCES

Rapport de la revue à mi-parcours du document Stratégie pays 2018-2022 et de la revue de la performance du portefeuille pays 2021 de la BAD, Novembre 2021

Document de stratégie pays 2018-2022 de la Guinée équatoriale, Juillet 2018

Rapport d'achèvement du document de stratégie pays 2013-17 combiné avec revue de la performance du portefeuille pays 2017 de Guinée équatoriale, Avril 2018.

« Introduction à la validation des DSP comme produits des évaluations d'IDEV : Approche proposée pour un exercice pilote, note conceptuelle », IDEV BAD, Juin 2017.

Rapport d'état d'exécution du projet d'appui au développement des chaines de valeurs dans le secteur de la pêche, Février 2022.

Rapport d'état d'exécution du projet d'appui à la modernisation des finances publiques, Février 2022.

Politique du secteur de l'agriculture du Groupe de la Banque africaine de développement.